

MACHINISME Le syndicat des distributeurs de matériels agricoles, Sedima, prépare l'avenir pour fournir un service de qualité à leurs clients. C'est l'un des enjeux stratégiques de la distribution.

Investir dans l'emploi et la formation

C'est à Poitiers, en décembre, que le Sedima, syndicat des distributeurs de matériels agricoles et espaces verts, a poursuivi ses réunions de fédérations 2017. Celle-ci a rassemblé 20 sociétés adhérentes, en

présence du Président régional Olivier Ballanger (Ballanger - 17), de Cyrille Beaune (membre du Bureau exécutif) et des permanents Anne Fradier (secrétaire général) et Sandra Macoine (chargée de

mission négociations sociales).

Petits signes d'améliorations

Au niveau national, la tendance du second semestre 2017 est moins alarmante qu'en 2016. Les prises de commandes de matériels neufs, tous marchés confondus (grandes cultures, polyculture élevage, équipements d'élevage, vitiviniculture, espaces verts) sont stables à - 0,5 %. Quant au matériel d'occasion, les niveaux de stocks sont revenus à la normale et les ventes affichent une tendance positive à +2,5 %. Les activités pièces et atelier sont positives à + 1 % et + 2,8 %. Cependant les immatriculations de tracteurs standards à 10 mois (de janvier à octobre) affichent - 14,9 % (contre + 0,3 % en moyenne sur la même période 2016).

Léger optimisme en Poitou-Charentes

Pour la région Poitou-Cha-



Au cours de la rencontre, le syndicat note que le moral des concessionnaires et de leurs clients picto-charentais laisse entrevoir un léger optimisme.

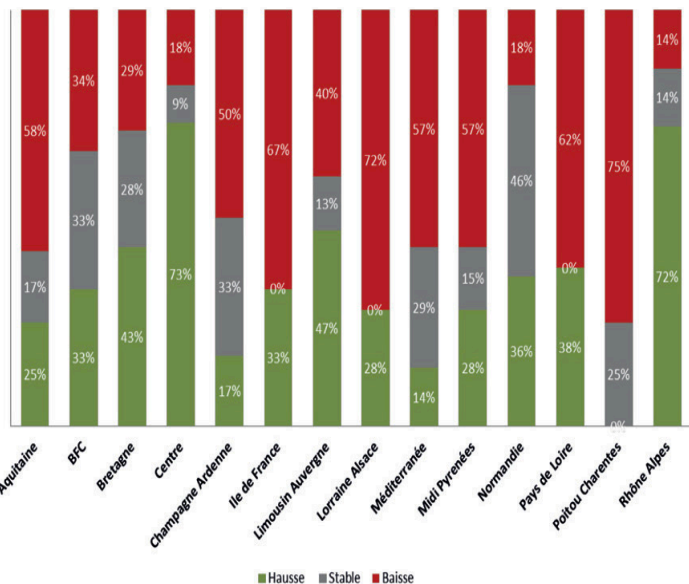
rentes, 25 % des distributeurs estiment des prises de commandes du matériel neuf et du matériel d'occasion en hausse au second semestre 2017 (par rapport à la même période 2016) et 75 % prévoient une baisse. Si la rentabilité des entreprises reste fragilisée, le moral des concessionnaires et de leurs clients laisse entrevoir un léger optimisme. 41 % des dirigeants en région grandes cultures et 57 % en région de polyculture élevage indiquent que leurs clients ont un moral «moyen». Ceci étant les professionnels n'envisagent pas un retour significatif à la croissance sur le 1er semestre 2018.

Recrutement et formation : un axe prioritaire

Dans ce climat d'activité économique morose, les distributeurs se projettent dans l'avenir. Ils ont effectué 2 200 recrutements en 2017 sur des postes techniques dont 36 % en contrat en alternance (contrats d'apprentissage ou de professionnalisation). Pour autant 75 % des entre-

prises ont déclaré toujours rencontrer des difficultés à recruter. C'est pourquoi, le Sedima a lancé une étude pour évaluer les besoins en recrutement de la profession à 5 ans. Les résultats seront communiqués aux régions et académies. Pour poursuivre le partenariat initié depuis plus de 50 ans avec les établissements de formation, le Sedima a invité les représentants de ces établissements par région pour échanger sur les évolutions des métiers de la distribution et leurs répercussions sur le niveau de compétences attendu.

En région Poitou-Charentes, les proviseurs et chefs de travaux du Campus des métiers de Saint Germain de Lusignan et la MFR de Bressuire ont répondu présents. Pour renforcer le lien local entre les établissements scolaires et les entreprises de distribution, le Sedima a nommé un référent par région qui a pour mission le suivi des organismes de formation et des actions de promotion des métiers.



Evolution régionale des prises de commandes de matériels neufs (2nd semestre 2017/2nd semestre 2016)

CENTRES BOURGS Faire en sorte que la vie communale soit réelle, au-delà du relooking des places et des ruelles.

Redessiner les contours de la proximité

Ils constituent «l'âme» du village, des bourgs. Pourtant, services publics et commerces le désertent, faute de clients. Le mois dernier, à Rodez, grand branle-bas de combat gouvernemental, on veut miser sur leur revitalisation. Après les Assises de la revitalisation des centres-villes organisées par le ministère de l'économie et des finances en février dernier et de nombreux rapports publics (IGF, Insee, Sénat, etc.) ayant posé le diagnostic des difficultés grandissantes de nombreuses villes moyennes, le Gouvernement a décidé de lancer un programme «ambitieux et inédit» de revitalisation de ces espaces urbains. Fabrice Rigoulet-Roze, le préfet de Charente-Maritime insistait, lors de la session du Conseil départemental, sur l'opération «Action Cœur de ville.»

Côté Conseil départemental, nombre de subventions sont accordées pour conserver cette attractivité des centres-bourgs. «Depuis de nombreuses années, nous avons décidé d'aider nos petites communes à réaliser les aménagements susceptibles d'inciter la population à demeurer dans ces bourgs ruraux. C'est ainsi que nous avons créé le fonds

départemental d'aide à la revitalisation des petites communes.» Dans l'objectif, même s'il est sujet de discussion, le seuil des 5000 habitants. Le but, apporter un soutien et réhabiliter, «embellir et redynamiser les centres bourgs.» Ainsi trouve-t-on 11 crèches ou haltes garderies, 23 commerces de proximité, 46 mairies, 17 espaces verts ou places piétonnes, 7 aménagements de rues piétonnes ou venelles, 47 restaurations ou agrandissements de salles de réunions et une trentaine de mises en souterrain de réseaux de télécommunications. Mais dans le cadre de budgets contraints, ces politiques demandent de nouvelles règles.

Une commune avec du sens

David Baudon, maire de La Jarrie et conseiller départemental a en charge de «l'aménagement spatial» de la CdA de La Rochelle. Parler de revitalisation des centres-bourgs, même en périphérie des agglomérations n'est pas contradictoire : «derrière une deuxième couronne, où figurent encore des services publics et commerçants. On revient à la logique des années 70, on revient à de la proximité



David Baudon

pour vivre dans nos communes pour avoir de moins en moins de déplacements.» Selon lui, il faut «donner du sens à tous les territoires», économiquement et culturellement. «Il ne faut pas réduire la problématique aux seuls commerces. Preuve a été faite que partout où il y a eu volonté de faire de l'animation, le public répond favorablement.» Fort des expériences du festival des musiques actuelles de La Jarrie ou Free Music de Montendre, il plaide pour «des contours d'une culture itinérante.» En corolaire, une vie communale plus riche. Revitalisation égal moyens : «sans, il sera difficile de faire...» conclut-il.

BERNARD AUMAILLEY

EMPLOI

Les chiffres charentais maritimes

Fin novembre 2017, en Charente-Maritime, le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi et sans activité s'établit à 32 870. Ce nombre baisse de 3,3 % sur 3 mois (soit - 1120 personnes), de 1,6 % sur un mois et de 0,9 % sur un an. Quant aux demandeurs ayant une activité un mois avant, ils sont 58 550 à la fin novembre. Ce nombre augmente de 0,2 % sur trois mois (soit + 90 personnes) est stable sur un mois et progresse de 4,2 % sur un an. Au total des inscrits et donc des catégories de Pôle Emploi, il y avait donc 65 450

personnes en recherche d'emploi. C'est stable de novembre à novembre, en régression sur le dernier trimestre et en progression depuis un an. Dans la Nouvelle Aquitaine, on comptait toutes catégories confondues, 581 310 demandeurs d'emploi (+1,1 % en un an). Si on regarde dans le détail, en Charente-Maritime, les moins de 25 ans sont 7970 dont 4010 hommes, les plus de 50 ans 16 220. Les premiers connaissent une augmentation de 1,7 % en un an, les seconds de 7,9 %. Il y avait 32190 inscrit depuis moins d'un an et 26 300 depuis plus d'un an (45 %).